

L'accès à un toit est toujours aussi difficile

“Trouver un logement était le plus stressant”

- Le gouvernement lance cette semaine une phase de test pour revoir la procédure d'accueil des réfugiés.

- L'ASBL Convivial se bat, elle, pour trouver des logements.

- En trouver pour les louer demande en effet beaucoup de temps.

Lorsque depuis son appartement situé aux portes de la gare du Midi, Abdel (prénom d'emprunt) raconte sa dernière année, ses récits remontent vers Damas.

Cela fait six mois qu'il est arrivé en Belgique avec sa famille. Le plus dur, retrace-t-il, fut de quitter la Syrie à pied. D'origine palestinienne, lui, sa très jeune fille et son épouse, ne bénéficiaient pas de visas pour rejoindre la Turquie. Le voyage fut chaotique, mais l'arrivée en Belgique, pour eux, plus aisée que prévu. *“Nous ne nous attendions pas à recevoir si vite nos papiers.”*

La première étape dans le parcours d'insertion

Le plus décourageant et le plus stressant, explique cet ingénieur informaticien, fut ensuite de trouver un logement pour sa famille. *“Tout était très cher, et certaines portes se fermaient lorsque les propriétaires apprenaient que nous dépendions du CPAS. Des semaines durant, j'ai fait des trajets pour rien entre le centre d'Yvoir où nous étions accueillis par Fedasil, et Bruxelles afin de trouver un logement dans une langue que je ne connaissais pas.”*

Cette recherche, précise-t-il, est pourtant indispensable pour affronter la suite de l'insertion en Belgique.

Lorsqu'un demandeur d'asile obtient le statut de réfugié, il a en effet deux mois pour quitter les centres d'accueil Fedasil et pour trouver un logement. *“Et ce logement est vital”,* confirme Davide Grosso, un des responsables de l'ASBL Convivial qui aide les réfugiés politiques à s'insérer dans notre pays. *“C'est seulement en ayant une adresse que le réfugié peut obtenir de l'aide d'un CPAS, mais cette recherche est pénible : sans de solides garanties financières, de très nombreux propriétaires refusent de louer leurs biens à des primo-arrivants. Le défi est donc de taille, et cela peut créer de sévères situations d'urgence.”*

Peu de familles dans la rue

C'est dans ce cadre, que l'ASBL relance cette semaine sa campagne “propriétaires malins”.

Le système est assez simple et se traduit par un véritable “win-win”. Convivial propose aux propriétaires de prendre en charge leurs logements et de les louer aux réfugiés pour éviter à ces derniers les nombreux écueils qu'ils rencontrent au cours de leurs recherches tels que la méconnaissance de la langue *“ou le manque de repères quant au fonctionnement du marché locatif”*, précise Bruno Gilain, le directeur de l'association.

Pour le propriétaire, la formule a aussi ses avantages. Les demandes sont telles que les vides locatifs sont inexistantes, tout comme les frais d'annonces et les frais d'agence. *“Un des grands avantages”,* poursuit Christopher Diril, un jeune propriétaire convaincu de la formule depuis plusieurs années, *“c'est que Convivial met une équipe à la disposition du projet, et assure un accompagnement réel si un jour nous rencontrons un problème avec un locataire.”*

“Ces problèmes sont rares car nous assurons le fait qu'il n'y ait pas de retard de paiement. Pour autant, convaincre les propriétaires reste complexe”, regrette Davide Grosso. *“Nous en recherchons au quotidien, mais sur vingt appels, seul un propriétaire acceptera en moyenne. Aujourd'hui, nous comptons 150 demandes sur nos listes d'attente. Grâce à Fedasil et nos logements de transit, nous parvenons à éviter que trop de familles se retrouvent dans la rue, mais il est parfois périlleux de répondre aux situations d'urgence.”*

Une crise du logement qui perdure

Les profils des propriétaires sont variés constate Convivial. *“Certains sont là pour faire du business, d'autres profitent de notre offre pour bénéficier de notre gestion. Cette semaine aussi, nous avons reçu un appel d'une famille de Woluwe qui avait vu les drames en Méditerranée et qui nous signalait une petite chambre et une cuisine qu'ils pouvaient mettre à notre disposition.”*

Dans son appartement, Balde et ses deux enfants admettent que sans Convivial, la recherche de logement aurait été beaucoup plus lon-

gue encore.

Au-delà de cet accès au logement facilité, c'est aussi de tout l'accompagnement de l'association dont elle bénéficie (aide matérielle, guidance socioprofessionnelle, cours de français...). Une association qui vit au gré des grands bouleversements internationaux, accueillant à chaque fois des migrants très différents, qui dépend essentiellement des subsides Fedasil, mais qui l'assure, *"quoi qu'il arrive, la crise du logement perdue à Bruxelles, et l'accès au logement est l'objectif indispensable sur lequel miser."*

BdO

"C'est seulement en ayant une adresse que le réfugié peut obtenir de l'aide d'un CPAS."

DAVIDE GROSSO

Responsable du service logement de l'ASBL Convivial.

150

LOGEMENTS

Il manque 150 logements en Belgique pour que l'ASBL Convivial puisse réduire sa liste d'attente.

À savoir

Un système proche des AIS

Les loyers mensuels des logements bruxellois proposés par l'asbl Convivial varient entre 450 et 550 euros pour un studio, et entre 380 et

450 euros pour une colocation. *"Quand on sait qu'une personne isolée gagne auprès du CPAS 840 euros, on réalise à quel point le loyer constitue une somme très importante pour elle"*, précise Davide Grosso.

En Belgique existe également un système

dont les modalités varient d'une région à l'autre, mais qui bénéficie d'un certain succès. Des AIS (Agences immobilières sociales) se sont en effet développées et permettent de socialiser une partie du parc locatif privé sur le même principe que ce que

propose Convivial. *"Simplement chez nous, précise encore Davide Grosso, nos loyers ne sont pas plafonnés et les revenus ne sont pas garantis en cas de vides locatifs. Par contre, un accompagnement est toujours prévu, ce qui n'est pas le cas pour toutes les AIS."*

Le gouvernement compte sur les CPAS pour soulager Fedasil

Telle une épée de Damoclès, la perspective d'une nouvelle crise du logement en Belgique inquiète toujours les organisations en charge de l'accueil des migrants. En 2009-2010, une telle crise avait obligé Fedasil à augmenter son nombre de places pour pouvoir accueillir en 2012 plus de 24 000 demandeurs d'asile en attente d'une éventuelle régularisation.

Depuis lors, les gouvernements successifs ont décidé de réduire la voilure; aujourd'hui, la Belgique ne compte plus que 16 500 places occupées pour 79 % d'entre elles.

Le secrétaire d'État à l'Asile et la Migration, Theo Francken (N-VA), voit dans ce taux d'occupation l'assurance qu'une prochaine crise du logement pourra être évitée, mais d'autres associations comme le Ciré (Coordination et initiatives pour réfugiés et étrangers) rappellent souvent leur crainte de voir la Belgique manquer de ressources en cas d'une future crise humanitaire.

Un nouveau modèle d'accueil en phase de test

Quoi qu'il en soit, le gouvernement entend bien réorganiser cette politique de l'accueil en Belgique.

Dès cette semaine d'ailleurs, sera lancé en phase de test un nouveau délai de transition pour que le demandeur d'asile ayant reçu une régularisation puisse gagner son autonomie.

Pour l'instant, un réfugié, une fois son statut reconnu, n'a que deux mois pour quitter le centre Fedasil qui l'hébergeait et trouver son propre logement. Ce *"délai de transition"* est pris en charge par Fedasil et concerne 1 500 personnes (soit 12 % des résidents du réseau d'accueil), mais le souhait du gouvernement est justement d'alléger Fedasil de cette prise en charge, et donc, à terme, de libérer 1 500 places.

Pour ce faire, il espère pouvoir confier l'encadrement de cette période aux CPAS via leurs initiatives locales d'accueil (ILA). Le délai passerait également de deux à trois mois.

Si l'annonce n'a pas été accueillie avec grand enthousiasme du côté des CPAS, ce nouveau modèle sera donc testé dès cette semaine dans quatre centres Fedasil du pays. En fonction des résultats engrangés, une décision finale sera rendue dans le courant de l'automne.

BdO